

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 40, Numéro 1 > Février 2013 > www.droitdeparole.org

Le Carnaval Off

Se réappropriier la fête !



Ci-contre, cinq des neuf duchesses du Carnaval Off, photographiées avec la reine-mère, au Cercle, à l'occasion du lancement officiel des activités.

PHOTO MARC BOUTIN

D'hier à aujourd'hui

Par Marc Boutin

Né à Québec, j'ai vécu le Carnaval bien avant que l'industrie touristique ait fait main basse sur la fête. C'est par les activités du Carnaval que je découvrais, adolescent, les différents quartiers de la ville. Place d'Youville a longtemps été au coeur des festivités, mais je me rappelle un palais de glace à la Place d'Armes, un concours de sculptures rue Calixa-Lavallée, une parade de nuit rue Saint-Joseph et une descente aux flambeaux au Lac-Beauport. Les activités du mardi gras avaient une saveur particulière, les touristes avaient quitté la ville.

L'importance des quartiers

J'ai souvenir surtout d'une fête Place du Marché Finlay (Place de Paris). Le prétexte: un concours de souque à la corde entre tavernes. La «Donat Lapointe», une des tavernes de la place, avait lancé un défi à une taverne de Saint-Roch. Chaque taverne autour de la place avait sa propre sculpture de glace. Le public bravait le froid en encourageant l'équipe locale aux fenêtres. Il faisait 20 sous zéro mais «on était chauds». Le tout se terminait sous les huées (Saint-Roch avait gagné) dans les tavernes des alentours (Lapointe, Carrier, Turgeon, Louis-XIV, etc.) mais aussi, pour ceux qui s'intéressaient aux filles, dans le bar-salon plein à craquer de l'hôtel Brochu. Je suis entré mais la serveuse m'a mis à la porte - trop jeune. J'ai fini au sous-sol du Louis-XIV où l'ami des égarés, le peintre Georges Saint-Pierre, laissait entrer tout le monde.

Plus tard c'est sur la rue Sainte-Thérèse dans Saint-Sauveur qu'il fallait aller prendre un verre. Dans un bar qu'on imaginait clandestin, Chez Ti-Père. La rue était en liesse, avec des sculptures et des glissades et des gens «recevant» ici et là, le long du parcours. Une chaleur humaine et un exotisme à faire déborder le vase, à deux pas de chez soi.

Un Carnaval industriel

Un jour, je me suis rendu compte que la poésie n'y était plus. Tout devenait répétitif, figé. Un calendrier à date fixe (à la demande de l'industrie hôtelière), le palais toujours à la même place, les activités concentrées autour de l'hôtel Hilton et la magie du Mardi gras disparue. Bien sûr, la course en canot reste, les enfants aimeront toujours les parades et les sculptures sont aussi superbes qu'autrefois. Mais en ce qui me concerne, le coeur n'y est plus : Espace Hydro-Québec, Zone loto-Québec, Village M. Christie/Kraft - ouashe! Vraiment plus capable!

Quelle explication donner à la débandade? Le charme ne venait pas tant des événements eux-mêmes. Quoi de plus quétain qu'une partie de souque à la corde. C'était plutôt le contexte urbain qui donnait une poésie au carnaval: les quartiers habités qui, dans leur diversité humaine et architecturale, servaient de cadre aux événements. Québec, tout en restant ma ville natale, devenait pour moi dans les jours précédant le mardi gras, aussi mystérieuse et baroque qu'Helsinki ou Vladivostok, et ses résidents aussi insolites et imprévisibles que les noirs du quartier français de la Nouvelle-Orléans ou les blocos du carnaval de Rio. J'étais en même temps à Québec et à l'autre bout du monde.

Le OFF Carnaval

Depuis trois ans, le groupe de la Revengance des duchesses tente de rapatrier la fête vers les quartiers du

centre-ville avec un Carnaval off. Le 21 janvier lors d'une conférence de presse, on annonçait que le OFF prenait cette année de l'expansion et que les duchesses s'associaient, pour offrir un programme de musique au complexe du Cercle, et au groupe Exmuro pour investir les espaces publics (de la rue Saint-Joseph) avec des sculptures de glace et de neige.

Saint-Roch est le quartier hôte du volet culturel, mais les duchesses essaieront au musée du Québec le 2 (soirée d'impro), le 9 avec une parade pour les enfants sur la rue Cartier et le 10, au parc Ferland, pour célébrer la duchesse de Limoilou. Samedi le 9, elles visiteront certains bars sur les rues commerciales des quartiers qu'elles représentent. Il y a même une duchesse du Village-de-L'Anse - et Droit de Parole lui dit «merde», c'est notre favorite. La soirée du couronnement a lieu le 15 février (un 5 à 7 au Cercle). Le carnaval pour les touristes n'a qu'à bien se tenir.



Place du marché Findlay en 1954.

PHOTO DES ARCHIVES DU QUÉBEC

Radios démagogues...

Par Étienne Lantier

Côté discours hyper réactionnaires, la nouvelle année part en grand. La radio-poubelle n'a pas attendu que la dinde et la tourtière soient digérées avant de continuer à polluer les ondes de Québec avec son populisme indigeste. Dénigrement des mouvements sociaux, promotion de l'idéologie sécuritaire, racisme, sexisme, étonnisme primaire, propos anti-pauvres, tout y passe, comme d'habitude.

Le discours est populiste certes, mais aussi, et surtout, il est cohérent. C'est celui des dominants à l'encontre des dominées, celui du statu quo qui permet à une minorité d'exploiter la majorité. Porte-étendard du maintien de l'ordre établi et d'un projet de société hautement conservateur, les radio-poubelles attaquent systématiquement celles et ceux qui militent pour la justice sociale, pour le respect des droits sociaux, pour un monde plus égalitaire et plus respectueux de l'environnement.

La Coalition sortons les radio-poubelles de Québec (1) entend présenter régulièrement les positions défendues par ces radios sur des sujets d'actualité. Pour cette première, deux sujets chauds : le mouvement Idle No More (NDLR : Finie l'inaction), et les armes à feu.

Idle No More : attaquer la messagère

Pour les radio-poubelles, les problèmes des Premières Nations sont la conséquence, avant tout, de leur mauvaise gestion. Le raisonnement est tout simple. Si la misère est présente dans les communautés autochtones, c'est de la faute des autochtones qui ne savent pas s'organiser. Et ça, c'est quand on n'attise pas les préjugés qui prétendent au contraire que les peuples autochtones sont des privilégiés. Par exemple, au FM 93, à l'émission Bouchard en parle, l'animatrice prétend qu'il voudrait être un Innu à Natashquan en raison d'une supposée entente sur un éventuel partage des revenus du pétrole de l'île d'Anticosti, qui rapporterait 93 millions \$ à chaque membre de la communauté...

À propos du mouvement de contestation *Idle No More*, les radio-poubelles n'ont pas cru bon de souligner les enjeux, ni les positions des différents acteurs sociaux. À quoi bon débattre et réfléchir quand il suffit de personnaliser la question en dénigrant la messagère? La cheffe d'Attawapiskat Theresa Spence, dont la grève de la faim est devenue en quelque sorte le symbole de cette lutte menée par le mouvement, a été la cible d'insultes, la plupart sur les ondes de CHOI Radio X.

Les remarques désobligeantes sur le physique de la cheffe Spence ont été la norme : «la Pocahontas au double

menton», «madame Pillsbury, qui mange des cup-a-soup». Tout a été fait pour ridiculiser son moyen d'action : «c'est pas une grève de la faim, c'est une espèce de cure d'amalgissement», «elle a gagné trois livres depuis le début de son régime», «une tasse de bouillon de poisson, c'est 700 calories, c'est plus qu'un BigMac, c'est un régime Supersize me». L'animatrice du Show du matin s'est même permis une blague de mauvais goût lors d'une publicité lue en ondes pour une chaîne de restaurants bien connue de la région : «on peut pas pousser le ridicule jusqu'à boire du bouillon de poisson trois fois par jour. Chez Normandin, c'est beaucoup beaucoup beaucoup mieux».

La tactique est bien connue. C'est la même utilisée lors du Printemps Érable par les radio-poubelles. Avant Gabriel Nadeau-Dubois, maintenant Theresa Spence.

Armes à feu : la National Rifle Association (NRA) a raison

La tuerie du 14 décembre dernier, dans une école de Newton, au Connecticut, et le récent nébuleux «complot» de trois étudiants d'une école secondaire de Charlesbourg ont ravivé le débat entourant le contrôle des armes à feu.

Concernant la situation américaine, le professeur Breton, lors de l'émission *Maurais live*, essaie de relativiser la situation : «Il se vend pour trois milliards d'armes à feu aux États-Unis, c'est moins que rien». Quant à lui, le registre des armes fait l'unanimité du côté des radio-poubelles : il est inutile. On y dénonce la récupération faite par la gauche qui, lors de ces tristes événements, en profiterait pour réclamer de meilleures réglementations et un contrôle plus serré des armes à feu.

Le «complot» de Charlesbourg a amené la radio-poubelle à montrer sa sympathie envers le lobby américain pro-armes, la NRA. L'animatrice de Bouchard en parle cautionne la proposition de permettre les armes dans les écoles : «L'argument de la NRA est pas mauvais. L'arme à feu, quand elle est placée entre de bonnes mains, ça peut sauver des vies». Ou encore, «les enseignants, c'est pas de la formation qu'ils ont besoin. Ils ont besoin de guns». Rien de nouveau sous le soleil. Le thème de l'insécurité est l'un des terrains de prédilection de la droite populiste.

Un quiz contre les poubelles

Vous aimez les concours? La Coalition sortons les radio-poubelles en organise un présentement juste pour vous. Un quiz où vous pouvez voter pour le pire extrait de radio-poubelles. Il est possible d'y participer à l'adresse : <http://www.sortonslespoubelles.com/quiz/>. On vous revient bientôt avec le dévoilement du grand gagnant.

1 <http://www.sortonslespoubelles.com/> 2 Chacun des extraits est disponible sur le site web de la Coalition.

SQUAT Basse-Ville : un service essentiel en péril

Par Nathalie Côté

Le Squat Basse-Ville sonne l'alarme. Si ses subventions du ministère de la Santé et des Services Sociaux ne sont pas augmentées, il fermera ses portes le 18 février prochain.

L'organisme accueille quelque 300 jeunes fugueurs par année et gère 17 Habitation à Loyer Modique (HLM) pour jeunes adultes de 18 à 22 ans. Le manque de fonds a d'ores et déjà obligé l'organisme à diminuer ses services. Le coordonnateur Maxime Dubé explique : «on est maintenant ouvert du lundi au jeudi, au lieu de 7 jours sur 7. Si nos subventions ne sont pas augmentées de 130 000\$ par année nous devons fermer nos portes.»

Le Squat Basse-Ville est un service essentiel pour les jeunes mineurs qui s'y retrouvent. Ce sont des jeunes ayant du quitter la maison familiale ou leur centre jeunesse. Ces adolescents sont en fugue, itinérants; en difficultés. Le Squat fermé, ces jeunes hommes et ces jeunes femmes, âgés entre 12 et 17 ans, risquent de se trouver dans des situations encore plus difficiles. Comme le constate Maxime Dubé : «en leur enlevant leur filet de sécurité, ils devront faire face aux dangers de la rue (hébergeurs malsains, drogues, etc.). Impossible pour eux de loger à la maison Lauberivière ou à l'Armée du Salut. «Pour les mineurs, on est les seuls à offrir un service d'hébergement à Québec», rappelle-t-il.

La situation de Squat Basse-Ville, nouvellement propriétaire, est pour le moins ironique. Après avoir été contraint, pour des raisons de sécurité, de quitter l'espace sur la rue St-François, dans Saint-Roch, où l'organisme était locataire, il est désormais installé dans un bâtiment tout neuf. Construit depuis juin 2012, ce bâtiment a été subventionné par la Société d'Habitation du Québec, et le terrain a été offert par la Ville de Québec. Le problème, c'est qu'il manque 132 000\$ par année à l'organisme pour pouvoir fonctionner. Comment expliquer cette situation? Selon le coordonnateur : «Les coûts de fonctionnement de l'organisme, devenu propriétaire, sont plus élevés. De plus, la clientèle augmente à chaque année, alors que le financement stagne».

Les groupes communautaires manquent de moyens

Si la situation financière du Squat Basse-Ville est certes précaire, il n'est pas le seul organisme offrant des services de première ligne à vivre des difficultés financières. Alexandre Bougie, du Regroupement des organismes communautaires de Québec (ROC-03), un regroupement qui soutient le SQUAT Basse-Ville dans sa requête auprès du gouvernement, rappelle que son regroupement travaille pour que les subventions aux organismes communautaires soient augmentées. Il constate : «depuis quelques années, les organismes en santé et services sociaux ont un manque à gagner. Avec l'augmentation des frais d'électricité, des loyers, le coût de la vie a augmenté pour les organismes communautaires, comme pour les citoyens».

Une campagne nationale se déroule actuellement, avec comme slogan : «Je tiens à ma communauté, je soutiens le communautaire». Les organismes espèrent que le gouvernement du parti Québécois répondra à la revendication d'injecter quelques 225 millions \$ de plus par année. Nommément, aux services communautaires de premières lignes que sont les centres de femmes, les cuisines collectives, les groupes de jeunes et d'entraide, etc.

Lettre

Pourquoi fermer le CTC Benoît XV ?

Le 6 décembre dernier, l'Institut universitaire en Santé mentale de Québec l'ancien Centre hospitalier Robert-Giffard, fait parvenir une lettre à la clientèle du Centre, annonçant sa fermeture avant février 2014 suite aux conclusions d'une analyse «rigoureuse». Le Centre de traitement Le Benoît XV (CTC) est une clinique pour les personnes souffrant de schizophrénie ou d'un trouble psychotique grave. Or, si 63% de la clientèle n'a plus besoin de soins intensifs, c'est parce que la formule de traitement dans la communauté fonctionne.

Au lieu de la fermer, on devrait plutôt augmenter le nombre d'usagers suivis et les ressources en personnel,

comme c'est la tendance partout à travers le Monde, alors qu'on décentralise les soins vers la communauté. Dans le milieu, on a toujours constaté qu'il coûtait moins cher de traiter les gens dans la communauté plutôt que dans un «gros» hôpital.

Or, aucun client, aucune cliente, ni leurs proches n'ont été consultés lors de cette analyse. Le CTC Benoît XV dispense des soins essentiels à échelle humaine dans la communauté pour une clientèle souffrant d'un des pires handicaps, soit un diagnostic de santé mentale. Vous connaissez tous au moins une personne avec un tel handicap. Pourquoi fermer une ressource si efficace?

Bernard St-Onge, usager du CTC Benoît XV

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

www.droitdeparole.org
Retrouvez Droit de parole
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation.

Droit de Parole n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs.

Droit de parole bénéficie de l'appui du ministère de la

Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
No 40012747

Tirage : 15 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs.

Équipe du journal :
Simon M. Leclerc, Francine Bordeleau, Marc Boutin, François G. Couillard, Pierre Mouterde, Les AmisEs de la Terre de Québec,

Michaël Lessard, Guillaume Marchand, Gilles Simard, Carol A. Simard, Amélie Bédard, Richard Amiot

Coordination :
Nathalie Côté
Collaboration spéciale :
Michaël Lachance, Renaud Pilote, Étienne Lantier

Photos :
Marc Boutin, Nathalie Côté, Gilles Simard, D-Max Samson
Design : Martin Charest
Webmestre : Michaël Lessard
Imprimeur : Payette et Simms inc.



Idle no more, finie l'inaction !

Par Pierre Mouterde

Après le mouvement des Indignés et celui des Carrés rouges, c'est au tour du mouvement autochtone Idle no more de venir occuper, en ce début 2013, le devant de la scène politique. Mais qu'en est-il vraiment et en quoi peut-il être un signe de bon augure pour tous ceux et celles qui, au Québec, aspirent à un autre monde possible?

Sans doute beaucoup auront dans le sillage de la loi C-45, observé avec circonspection ce mouvement prendre son envol puis revêtir, autour de la grève de la faim de Theresa Spence, une ampleur inattendue. Après tout, les Autochtones ne représentent guère plus de 3% de la population totale du Canada (1% du Québec). Ils restent, pour l'immense majorité, des « peuples invisibles » dont on a oublié jusqu'à la présence et dont les revendications continuent à être peu connues ou incomprises. D'autant qu'on se garde bien, en général, de les mettre en perspective et que ces revendications sont portées par une multitude de peuples



Devant le parlement de Québec. PHOTO PIERRE MOUTERDE

des alliances fructueuses avec le monde allochtone.

Le jeûne de Theresa Spence

Comment par exemple comprendre cet acharnement de Theresa Spence, la courageuse Cheffe d'Attawapiskat, elle qui, après plus d'un mois de jeûne, semblait s'entêter à vouloir rencontrer non seulement le Premier ministre du Canada Stephen Harper, mais aussi et surtout le Gouverneur général, celui qu'elle dénomme « le représentant de la Couronne » et qui pourtant ne renvoie aujourd'hui qu'à une fonction politique, reliquat d'un colonialisme désuet ? Ou encore comment interpréter ces divisions si manifestes entre les Grands Chefs des diverses provinces, alors qu'il aurait été si nécessaire ce 11 janvier 2013 de présenter, autour de Theresa Spence et du mouvement Idle no more, un front uni face aux promesses jamais tenues et aux dénis répétés du gouvernement conservateur ? Sans parler bien sûr de ces accusations de mauvaises gestions coulées par la presse aux ordres (???) pour tenter -une fois de plus de déconsidérer les leaders du mouvement- et relancer par la bande quelques réflexes racistes encore si tenaces.

En fait c'est là l'intéressant : le mouvement Idle no more, par ses formes de luttes et de militances ainsi que par le type de revendications qu'il a mises de l'avant, tend à sa manière à apporter de premières réponses à ces interrogations, en nous conviant à aller au-delà des impressions premières.

Aller au-delà

Tout d'abord en rappelant haut et fort comment, d'un bout à l'autre du pays, il y a une nouvelle génération d'Autochtones -animée en particulier par de jeunes femmes - qui par-delà la multitude de situations concrètes et en se servant avec habileté de médias sociaux, a su développer un discours de protestation, unitaire et ouvert, autour de mêmes aspirations démocratiques et environnementales. Permettant du même coup

des alliances fructueuses avec le monde allochtone.

Ensuite en faisant largement connaître et reconnaître les très difficiles conditions de vie de l'immense majorité des Autochtones de ce pays, véritable tiers-monde au sein d'un pays pourtant considéré parmi les plus riches au monde (voir encart).

Enfin, en faisant ressortir que derrière la question autochtone, il y a une question politique de fond touchant -au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes - à l'autonomie gouvernementale des Premières Nations et à leur droit légitime de pouvoir disposer de ressources territoriales leur permettant de vivre dignement.

À la défense de ceux et celles d'en-bas

Ce mouvement a ainsi forcé les pragmatiques (le courant du Chef Atléo) à prendre un ton moins conciliant avec le gouvernement conservateur et à réaliser que l'Assemblée des Chefs avait aussi des comptes à rendre à « ce peuple autochtone d'en-bas » qui, d'un bout à l'autre du pays, en a assez de l'inertie et d'un statu quo devenu insupportable. Il a amené aussi les militants plus radicaux à gagner une plus grande crédibilité et, au fil de la lutte, à peaufiner leur stratégie, en la rendant plus en phase avec les réalités de la lutte concrète. N'est-ce pas ainsi qu'il faut interpréter la fin de la grève de Theresa Spence et la réorganisation de la lutte collective en 13 points reprise par plusieurs organisations autochtones ainsi que par les principaux partis d'opposition ?

Bien sûr, le mouvement n'a pas encore fait vraiment reculer le gouvernement, ni n'a pu rayer d'un coup les héritages du passé, notamment le poids délétère de la Loi sur les Indiens qui, subrepticement, installe divisions, dépendances et collaboration forcée avec le gouvernement fédéral. Il a ouvert de nouveaux chemins, de nouveaux espoirs, en remettant le mouvement autochtone en marche. En ces temps de néolibéralisme exacerbé, ce n'est pas rien!

Le tiers-monde tout près de chez nous

Selon les statistiques, dans les communautés autochtones du Québec, la moitié des adultes n'ont pas terminé des études secondaires et la moitié des enfants ont redoublé une année scolaire. Question santé, l'obésité touche 52 % des enfants, 42 % des adolescents, 67 % des adultes et 67 % des aînés. Le taux de diabète des jeunes est de 15 %, soit trois fois plus important que celui chez les Blancs. 10% des maisons sont surpeuplées. Une sur trois est infestée de moisissures. L'assurance-emploi et l'aide sociale comptent pour 44 % des revenus, même si le taux d'emploi a légèrement augmenté. (1)

On sait aussi que le taux de chômage des Autochtones se maintient au double du taux moyen des autres Québécois. Leurs revenus sont plus bas et dépendent dans une plus large mesure de paiements de transfert. Le revenu moyen des ménages autochtones est de 20 % inférieur à celui des ménages québécois, alors que les ménages autochtones comptent presque deux fois plus d'individus. Les revenus d'emploi représentent 77 % du revenu des ménages québécois, alors que cette proportion n'est que de 42 % chez les Autochtones. (2)

1. Données citées par Ghislain Picard, chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (2006)

2. Mythes et réalités sur les peuples autochtones (p. 61 et suivantes). Statistique Canada et le Bureau de la statistique du Québec (année 1998).

Le rôle de la couronne

Pour les Autochtones du Canada et du Québec, peuples jamais officiellement conquis, le gouvernement fédéral en tant que représentant de « la Couronne », a toujours été considéré comme un interlocuteur privilégié. Ne l'oublions pas, au 17e et au 18e siècle, c'est avec les souverains français puis britanniques qu'ils purent signer des Traités de paix importants (voir la Grande Paix de Montréal de 1701), dont certains d'ailleurs leur reconnaissaient des droits territoriaux non négligeables (voir la Proclamation royale de 1763).

Au 19e siècle, c'est le gouvernement fédéral qui, tout en promouvant d'une main la colonisation économique allochtone (routes, barrages, mines, exploitation forestière, etc.), s'est posé de l'autre en protecteur des « sauvages » (voir la Loi sur les Indiens de 1867), en les installant certes dans des réserves,

mais en leur assurant une sécurité minimale. Et, dans la deuxième moitié du 20e siècle, à partir des années 60, c'est essentiellement en se revendiquant devant les tribunaux de ces traités historiques signés avec la Couronne que les leaders autochtones ont pu obtenir la reconnaissance de droits et reconquérir au passage une indéniable dignité. Pensez par exemple aux traités de la Baie James dans les années 70 !

On voit bien ainsi tout le rapport ambigu que les Autochtones peuvent entretenir avec la Couronne. Ainsi que toute la difficulté qu'il y a à penser un rapport au politique qui, tout en s'enracinant dans les traditions du passé et une vision globale de l'émancipation, puisse se trouver en phase avec les enjeux de l'heure : ceux de l'autonomie gouvernementale et de l'accès aux ressources.



Michel Yacoub

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

505 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

POUR UNE DÉMOCRATIE EN SANTÉ

POUR ALLER ENCORE PLUS LOIN SUR LE CHEMIN DE LA CONFIANCE DANS NOTRE SYSTÈME DE FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES, L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ DE NOUVELLES RÈGLES À L'UNANIMITÉ.

La contribution maximale d'un électeur à un parti politique provincial, un député indépendant ou un candidat indépendant autorisé passe de 1000 \$ à **100 \$**.

L'Assemblée nationale augmente le financement public: pour chacun des premiers 20 000 \$ recueillis en contribution, le Directeur général des élections versera une bonification de 2,50 \$ par dollar amassé. Pour les 200 000 \$ suivants, la bonification sera de 1,00 \$ par dollar amassé.

L'Assemblée nationale augmente également l'allocation annuelle aux partis politiques. Dans le calcul du montant distribué aux partis, la somme versée par l'État passe de 0,85 \$ à 1,50 \$ par électeur.

De façon à limiter les besoins financiers des partis politiques, le montant permis de dépenses électorales sera limité à 8 millions de dollars lors d'une élection générale.

POUR PLUS D'INFORMATION:
ELECTIONSQUEBEC.QC.CA/CONTRIBUTION



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Chaque fois, c'est la démocratie qui gagne

Le monde municipal s'enrichit d'un néologisme.
Une gracieuseté de Pierre-Karl Labeaume.

Une labeaumerie, c'est quoi ?

Par Marc Boutin

Une labeaumerie n'a rien à voir avec une parfumerie, bien au contraire. Il s'agit d'un néologisme conçu à Québec pour utilisation locale. Mais, sait-on jamais, l'expression pourrait un jour s'exporter et une fois encore, Québec serait sur la mappe de la célébrité.

Au moment où plusieurs villes du Québec sont affligées par des scandales, Québec est portée aux nues avec le quatrième meilleur maire au monde, selon la fondation City mayors de Londres. Cette organisation soi-disant indépendante et sans doute très sérieuse, n'a de toute évidence, ni le «respect de la démocratie», ni le «respect des électeurs», ni le «respect du patrimoine urbain» comme critères principaux quand vient le temps de choisir ses lauréats.

Et si on renversait l'ordre des priorités et qu'une autre organisation tout aussi indépendante s'amusait à classer les maires sur la base des trois critères ci-haut mentionnés, peut-être qu'au final, Régis porterait la lanterne rouge.

Mais oublions les concours de popularité et tentons, avec des exemples, de définir ce qu'est une labeaumerie.

Les labeaumeries font des victimes

On est victime d'une labeaumerie quand, en tant que résidant, on se plaint auprès de la Ville qu'une compagnie de boisson caféinée - néfaste pour la santé publique - a envahi pendant trois mois les rues du quartier (Place Royale-Côte d'Abraham) pour présenter une journée de sport extrême devant une bande de banlieusards et de touristes en mal de sensations fortes et que, pour toute réponse à nos doléances, on voit le maire consommer de façon baveuse et ostentatoire ladite boisson en plein Conseil de ville.

On est victime d'une labeaumerie quand, après quarante ans d'organisation bénévole d'une activité gratuite et ouverte à tous de ballon-balai, on se fait dire, en 2013, par un fonctionnaire, qu'il faut dorénavant payer 250\$ pour réserver une heure de glace par semaine pour la saison d'hiver, dans une patinoire extérieure de la Ville (L'Esplanade) alors que le maire a réussi à trouver 400 millions \$ pour offrir un amphithéâtre à un millionnaire.

On est victime d'une labeaumerie quand on constate qu'à la consultation publique sur le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du quartier Saint-Roch, quatre promoteurs qui n'habitent pas le quartier ont eu l'écoute du maire alors que les demandes du Conseil de quartier, de deux comités de citoyens et d'une cinquantaine de résidents réunis ont été tassées. Les premiers veulent construire en hauteur comme bon leur semble, les autres presque unanimement ont demandé à la Ville de réduire les hauteurs permises par le PPU.

On est victime d'une labeaumerie quand lors d'une soirée d'information sur le PPU d'Estimauville, tenue le 19 décembre dernier (cinq jours avant Noël), on apprend que la consultation finale aura lieu le 15 du mois suivant et que les citoyens pourront, quel privilège!, y présenter des mémoires. De belles Fêtes en perspective pour ceux et celles qui veulent s'engager dans l'aménagement de leur ville et pour les membres du Conseil de quartier qui, selon leur mandat, doivent consulter avant de présenter un mémoire qu'il faut tout de même écrire.

Une définition officielle

Une labeaumerie c'est quand un maire outrepassé, au profit d'un tiers, les règles du zonage et joue, lors d'un référendum, sa popularité régionale contre des citoyens lésés, comme cela s'est produit lors du référendum de l'Îlot Irving.

Une labeaumerie, c'est quand un maire prend sa ville pour un terrain de jeu pour touristes et non comme un lieu où il fait bon vivre.

Une labeaumerie, c'est quand un maire, dans les projets où il y a conflit entre un promoteur et les citoyens, prend systématiquement la part du promoteur. Comme dans les projets Maria Goretti, Îlot Irving, Red Bull Crashed Ice, etc.

Une labeaumerie, c'est quand un maire se crisse de ceux et celles qui payent son salaire en les écrasant, petit groupe par petit groupe, dans des circonstances où ils sont plus vulnérables et où son rôle premier serait de les défendre.

Une labeaumerie, c'est quand le quatrième meilleur maire au monde dit à des citoyens qui réclament le respect des règles: «Achalez-moi pas avec ça!».

Droit de parole Adhésion ou abonnement

Nom (personne responsable) :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE

Abonnement postal individuel	15 \$
Abonnement de groupe (minimum de 5; livraison du journal au local de l'organisme)	75 \$
Abonnement institutionnel (par la poste)	10 \$
Adhésion individuelle	10 \$
Adhésion institutionnelle	25 \$

LES MEMBRES PROFITENT D'UN RABAIS AVEC LEUR ADHÉSION

Abonnement et adhésion (individus)	20 \$
Abonnement et adhésion institutionnel (organismes)	30 \$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à : Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 | (418) 648-8043 | info@droitdeparole.org | www.droitdeparole.org

Véronique Lalande

Portrait d'une battante de Limoilou

Par François G. Couillard

À la suite de l'apparition d'une mystérieuse poussière rouge sur les voitures de Limoilou, le 26 octobre dernier, une militante du quartier, Véronique Lalande, rend public le résultat de ses recherches. Le port pollue, et beaucoup. Ça fait l'effet d'une bombe. Le ministre de l'Environnement, le ministre de la Santé, le maire et le député fédéral sont forcés de répondre. C'est pourquoi Droit de parole a souhaité rencontrer Véronique Lalande pour en savoir plus sur cette David qui fait trembler les Goliath.

«On sent qu'on dérange» réplique Véronique Lalande, imperturbable. Le 19 décembre, le PDG du Port de Québec, Mario Girard, exprime des doutes sur la méthode d'échantillonnage. Ses actes trahissent la panique. Il embauche un expert en gestion de crises pour répondre.

Les activités industrielles du Port dérangent les citoyens depuis fort longtemps. Cependant, la situation s'est envenimée récemment. Les deux dernières années ont battu des records d'achalandage. Gonflé à bloc par une économie mondiale affamée de matières brutes, le Port a des projets d'agrandissement de 500 millions\$ dans ses cartons. Il est le plus achalandé du Saint-Laurent. 1 400 bateaux

ont été chargés et déchargés en 2012, une moyenne de près de quatre bateaux par jour. La quantité de tonnes transbordées a haussé de 12,5% par rapport à l'année précédente.

Véronique L. dénonce un problème structurel du Port: «Il y a conflit d'intérêts. Le Port a comme mission d'augmenter son chiffre d'affaires tout en autoréglant ses impacts environnementaux. De plus, le conseil d'administration est composé des compagnies locataires du Port».

Il y a copinage politique également. Mario Girard est un grand ami de Régis Labeaume. Il lui a succédé à la Fondation de l'entrepreneurship. Johanne Lapointe, vice-présidente d'Arrimage Québec, compagnie en cause dans l'épisode de la poussière rouge, était candidate de la CAQ aux dernières élections. Selon une entrevue au blogue MonLimoilou.com, cette résidente de Notre-Dame-des-Laurentides s'est lancée en politique par «goût du nettoyage».

Tout ça peut être stressant pour Véronique L., nouvellement mère d'un deuxième enfant. Situation qu'elle affronte avec détermination en affirmant que : «En s'engageant, on devient plus fort. Ça nous donne du contrôle sur la situation. Ça grise.»

Amoureuse de Limoilou

Véronique L. adore Limoilou. C'est le quartier qu'elle a choisi entre tous pour s'installer avec sa petite famille deux ans après une escale dans Saint-Roch. Auparavant, elle habitait Montréal, sa ville natale. Ce fut un choix mûrement réfléchi, même si on peut se demander ce qui l'a poussé à s'installer dans une maison en piteux état près des lignes à haute tension de l'Hydro, de l'incinérateur, de la White Birch et du Port. C'est simple, affirme celle qui adore toutefois la nature et le plein air : «On est des urbains. On s'attend à ne pas avoir la même chose qu'en banlieue. L'endroit parfait n'existe pas. Même, à Shannon, l'eau est contaminée. Tu choisis un milieu de vie parce qu'il correspond à tes valeurs. Ensuite tu travailles au quotidien pour le rendre meilleur». Et elle poursuit : « Tu peux pas juste réhabiliter d'anciens lieux industriels pour en faire des écoquartiers. Il faut également discipliner les gens qui ont un impact sur la qualité de vie de ceux qui habitent les quartiers centraux»

Celle qui ne peut concevoir de vivre en banlieue tout en travaillant en ville de préciser : «Je peux tout faire à pied et j'aime pouvoir me rendre chez le boulanger à pied. Mais ce que j'aime par-dessus tout, c'est la mixité du quartier » affirme-t-elle. Mixité des âges, des classes et des couleurs, qui rappelle la Métropole. C'est par souci écologiste qu'elle a choisi une maison de Limoilou pour pouvoir la retaper avec son conjoint en prenant soin de conserver les moulures originales.

Vie personnelle

Son conjoint, Louis Duchesne, chercheur scientifique sur les écosystèmes et l'environnement, lui a donné l'indispensable appui pour ses recherches. Toute la famille a mis du sien dans la lutte. C'est d'ailleurs le congé de maternité, obtenu grâce à la naissance du petit Léo, qui lui a donné le temps nécessaire.

Véronique L. travaille dans la formation professionnelle aux adultes. Elle a participé à la fondation de l'obnl Détail formation, organisme qui offre des cours aux travailleurs des entreprises de détail, de l'alimentation, de la restauration et du tourisme. Par contre, c'est chez CGI qu'elle fait actuellement carrière.

L'engagement se trouve dans l'ADN de la famille Lalande puisque la mère, organisatrice communautaire, a fondé des coopé-

ratives d'habitation au sein d'Habitations communautaires Centre-Sud à Montréal. Elle deviendra par la suite journaliste et relationniste. Ses grands-parents étaient également actifs dans des réseaux d'entraide : friperies, cuisines collectives, etc.

Politique

Depuis le 26 octobre, les témoignages d'appui des citoyens n'ont cessé d'affluer de Lévis, du Cap-Blanc et de Beauport. Véronique L. est devenue en quelque sorte la porte-étendard d'un mouvement de ras-le-bol contre le Port. Elle s'est familiarisée au fonctionnement de son conseil de quartier. Elle a également participé à une période de questions à la Mairie. «Au début, mon cœur se débattait» confie celle qui visionne désormais chaque séance municipale par Internet. L'expérience l'a interloquée: «Ça commence par de longs préambules. Puis, après un long moment, les grands enjeux sont traités très rapidement, presque sans discussion.»

Véronique L. déplore le manque de cohésion des divers conseils de quartier qui œuvrent tous sur des questions qui les concernent en vase clos, chacun dans son quartier. «Il n'y a pas de vision globale. C'est un bel espace de discussion, mais ce n'est pas suffisant». Elle valorise l'engagement politique citoyen non-partisan: «Les citoyens doivent pousser sur le Port et sur les élus; en premier sur le Ministère de l'Environnement, en second sur la Santé publique et, troisièmement, sur les élus fédéraux».

À ce sujet, le ministre conservateur Denis Lebel a tourné en dérision au Parlement une question de Raymond Côté, élu du NPD dans Beauport-Limoilou, au sujet du Port. M. Lebel n'a jamais répondu aux lettres de Véronique L. Elle fait partie des membres fondateurs de Québec Solidaire. Peu active au sein du parti, elle met toute l'énergie pour le droit de bien vivre en ville. Elle croit fermement qu'une famille peut vivre et se développer sainement en habitant les quartiers centraux.

La suite...

Une demande de recours collectif a été déposée, le 14 janvier dernier. Si ce recours va de l'avant, il ouvrira la voie pour un grand nombre d'habitants des quartiers centraux à un dédommagement financier. Il est possible de s'y inscrire au: surveillanceportdequebec.com.



Véronique Lalande une militante écologiste de Limoilou.

PHOTO D-MAX SAMSON

La Ville de Québec laisse-t-elle tomber les locataires?

Par Nathalie Côté

À l'invitation du Bureau d'animation et d'information logement (BAIL), le 30 janvier dernier, quelques dizaines de manifestants sont venus dire aux élus municipaux de protéger les logements locatifs.

Depuis 2010, environ 500 logements ont été convertis en condo à Québec, dont la moitié depuis les modifications réglementaires du 17 octobre 2011 favorisant les propriétaires. «Ce nombre étant un record à Québec depuis la fin des années 1980, le BAIL a «couronné» la conseillère Chantal Gilbert et le maire Régis Labeaume, respectivement «Reine des conversions» et «Roi du condo», dixit le groupe de défense des droits des locataires.

C'est devant les bureaux de l'arrondissement de la Cité-Limoilou, où sont situés les locaux de la responsable de l'habitation au municipal, Chantal Gilbert, que s'est déroulé l'action. Le BAIL dénonce le laxisme de l'administration Labeaume en matière de protection du parc de logement locatif et demande que la Ville interdise toute conversion en condo.

Le plus grand nombre de transformation de logement en condo a lieu dans les quartiers Limoilou, Saint-Sauveur et Beauport. Tel que le rappelle Jonathan Carmichael du BAIL : «Un duplex dans Saint-Sauveur convertis en deux condos a récemment été vendu 200 000\$ par condo.» Ces conversions diminuent non seulement la quantité de logements disponibles,

alors que la crise du logement continue toujours à Québec, mais elles ont aussi un impact pour les résidents des quartiers, principalement les locataires à faibles revenus.

Les condos provoquent une hausse de l'évaluation foncière et des augmentations des taxes qui sont en bout de ligne, payés par les locataires. Sans compter, comme le rappelle le BAIL, que plusieurs propriétaires font des pressions pour déloger les locataires «Puisqu'il est plus payant de vendre un condo inhabité, les propriétaires n'hésitent pas à utiliser des méthodes douteuses pour se débarrasser des locataires en place.» Autant de bonnes raisons, pour demander à l'administration municipale de mieux protéger les locataires et les logements de Québec.



Manifestation devant les bureaux de la conseillère Chantal Gilbert, rue Saint-Joseph.

PHOTO NATHALIE CÔTÉ

SHERPA**Un rare et audacieux projet de mixité sociale !**

Le très audacieux projet SHERPA a été conçu et réalisé par l'équipe de PECH (Programme d'Encadrement Clinique et d'Hébergement), un organisme de Québec qui œuvre en santé mentale depuis un peu plus de vingt ans. Il vise à faire cohabiter - dans le quartier St-Roch - quarante-sept personnes éprouvant des problèmes de santé mentale, avec une trentaine d'artistes des environs. Outre sa fonction résidentielle, l'immeuble de huit étages comprendra aussi un Centre de rétablissement et de médiation culturelle, offrant à sa clientèle toute une gamme d'ateliers et de services de base. En outre, dès le mois de juin prochain, l'équipe de PECH déménagera ses bureaux dans la nouvelle construction qui enjambe l'espace compris entre le boulevard Charest et la rue Notre-Dames-Des-Anges, à côté du Squat Basse-Ville.

Par Gilles Simard

Projet de logement social à nul autre pareil pour les uns, véritable locomotive du « rétablissement » pour les autres, le projet Sherpa, qui souhaitait loger à la même enseigne une trentaine d'artistes émergents et plus de quarante personnes éprouvant des problèmes de santé mentale, s'était attiré de nombreux éloges au cours des dernières années.

Toutefois, la première réponse plutôt tiède du milieu artistique, outre de jeter un certain ombrage sur le projet original, aura obligé l'équipe de Pech à refaire ses devoirs et à réaménager ses critères de base au regard de la mixité sociale tant souhaitée... *Retour sur le cheminement d'un projet, avec, en entrevue, le directeur général de Pech, monsieur Benoît Côté...*

Une plaque tournante vers la communauté

« Ça fait une bonne dizaine d'années que ce projet-là mijote », lance Benoît Côté, l'un des initiateurs de Sherpa et aussi l'un des fondateurs (il y a vingt ans) de l'organisme Pech, à Québec. « Ce que l'on voulait - et veut toujours - faire par le biais de ce projet-là dit-il, c'est d'intégrer dans l'action les principes mêmes du rétablissement. Ainsi, on s'est rendu compte que le grand défi, pour quiconque a éprouvé des problèmes de santé mentale, consistait à retourner dans la communauté. Le grand défi, c'est de refaire son réseau d'amis et, ultimement, redevenir un citoyen à part entière...Redevenir un parent, aimer, être aimé, avec tout ce que ça comporte. Et, c'est dans ce sens-là qu'on a voulu faire de Sherpa un Centre de rétablissement, conclut-il. C'est dans cette optique-là qu'on a voulu offrir des ateliers portant sur le mieux-être, sur l'Art en général, en même temps qu'on a aussi voulu offrir des services de base comme le psychiatre, le médecin, le pharmacien, le travailleur social, etc. Finalement, résume le directeur, on voulait offrir à nos gens le plus de services possibles, le plus d'activités possibles pouvant leur apporter quelque chose sur le plan individuel. En un mot, offrir tout ce qui pourrait les propulser à l'extérieur, les amener à se servir des ressources de la communauté environnante. Tout ce qui pourrait les amener, aussi, à s'intégrer dans la dite communauté. »

Ici, monsieur Côté insiste sur le caractère « intersectoriel » et complémentaire des activités de Sherpa et sur le fait que dans la communauté, on a souvent cette mauvaise habitude de « contraindre » les personnes utilisatrices à aller vers des services trop spécialisés, perpétuant ainsi le travail en silo, avec les résultats mitigés qui en découlent souvent (difficultés d'accès, dossiers incomplets, manque de suivi, duplication, etc.).

Des « résistances » inattendues!

Cela dit, tout en reconnaissant qu'ils étaient peut-être tombés dans certains clichés, Benoît Côté parle de l'art comme d'un

point commun aux deux groupes visés par le projet de mixité sociale Sherpa. « J'ai toujours pensé, explique-t-il, qu'il y avait une certaine similitude, une certaine équation entre les artistes et les personnes éprouvant des problèmes de santé mentale. Par exemple, en santé mentale, on utilise beaucoup l'art pour exprimer toutes sortes de réalités. Que ce soit la peinture, la musique, le théâtre, la littérature, les arts manuels, l'art et ses dérivés sont utilisés comme faire-valoir, comme moyens d'expression privilégiés, comme façons de relaxer, ou d'aller à l'intérieur de soi, comme supports thérapeutiques avec effets de catharsis, etc. »

Et monsieur Côté d'enchaîner en disant que parce que les artistes étaient facilement marginalisés, et parce qu'on les traitait souvent à tort « d'assistés sociaux de luxe », celui-ci avait toujours cru qu'ils devaient eux aussi se sentir exclus, ostracisés, un peu comme le sont les « fous » dans la cité. Partant, il pouvait, il devait nécessairement exister un courant de sympathie naturelle, une solidarité entre ces deux catégories d'exclus.

« Et bien je m'étais royalement trompé, complète avec un brin de dépit le directeur de Pech. À la lueur des résistances qu'on a connues, et du peu de succès que notre programme a connu (au départ) avec les artistes, je me rends compte qu'on a eu à faire, du moins en partie, à la bonne vieille discrimination... Compte tenu de ce qui a circulé dans certains médias sociaux, précise Benoît Côté, je me suis aperçu avec stupeur que dans certains cas, on se butait à cette bonne vieille stigmatisation. Celle-là même qui fait que je suis devenu un militant des groupes de défense de droits en santé mentale, il y a trente ans. »

En avant toute!

Qu'à cela ne tienne, monsieur Côté dit ne pas trop s'en faire avec la suite des événements. « C'est sûr que si c'était à refaire, on procéderait autrement avec les artistes. On irait d'abord avec de petits groupes. N'empêche, assure ce dernier, on s'en remet bien. Actuellement, l'échéancier du projet Sherpa est respecté et, si tout va bien, on fera l'ouverture officielle du Centre de rétablissement cet automne. Ça va être un grand moment. En attendant, on se prépare pour le déménagement. Entre la mi-mai et la fin-juin, ça sera un véritable branle-bas de combat. En plus de nos bureaux, il y aura pas moins de 77 déménagements. Ouf!... »*

* **Aux dires de monsieur Côté, il y aurait encore quelques logements (subventionnés) de quatre pièces et demi à louer... La date d'échéance pour les demandes est passée du 31 janvier au 15 février. Rappelons que ces logements sont destinés à des artistes reconnus (ou en voie de l'être) et qu'il faut constituer une famille (monoparentale ou autres), à faible revenu, avec enfant(s) pour être admissible. Pour en savoir plus, on peut contacter Francine Huot au 418-523-2820.**



Benoît Côté, directeur-général de PECH, à Québec.

PHOTO GILLES SIMARD

L'engagement social des artistes, un mythe?

Par Gilles Simard

Benoît Côté, l'un des concepteurs du projet Sherpa et aussi membre du comité de programmation de Folie/Culture, a été littéralement soufflé par les critiques de certains artistes invités à loger dans le même immeuble que des gens ayant des troubles de santé mentale. Des critiques, notamment, qui ont circulé dans les médias sociaux entre autres sur le réseau Facebook

« C'est sûr concède-t-il, qu'il y a eu des problèmes d'interprétation de part et d'autres. Des problèmes de perception. N'empêche, il y a une certaine réaction qui m'a vraiment déculotté. Pourtant, on ne demandait pas aux artistes de jouer aux travailleurs sociaux.

En fait, poursuit l'homme, faut admettre que les préjugés sont beaucoup plus forts qu'on pensait. Le mythe de la pseudo dangerosité des personnes psychiatriquées est encore très présent. Quant à l'ouverture d'esprit des artistes, conclut Benoît Côté, leur pseudo engagement social... »

Ici, nous faisons (gentiment) remarquer à monsieur Côté que les préjugés, les clichés sont souvent des deux côtés, et que tout ça n'a jamais empêché les artistes - du moins une certaine frange - d'avoir toujours été, de tous temps, à l'avant-garde des mouvements révolutionnaires et progressistes.

Au Québec, par exemple, les artistes signataires du Refus global ont largement influé sur l'esprit de la Révolution tranquille et plus tard, en 1968, l'occupation

de l'École des Beaux-Arts de Montréal a été à l'origine du grand mouvement contestataire étudiant qui a suivi...

« Faut croire que dans certains cas on est passé de l'occupation des Beaux-Arts à Occupation double ou Star Académie, ironise Benoît Côté. Je plaisante dit-il, mais à moitié seulement. Cela dit, faut quand même souligner qu'il y a des groupes d'artistes qui nous bien appuyés. Ici, je pense à Avatar, aux Ateliers de la Mezzanine et aussi à d'autres artistes du milieu communautaire... Anyway, de conclure le directeur Côté, y aura bientôt un débat sur L'Art en lien avec le Social, et il est grand temps qu'on dépoussière le sujet! » Ce débat est organisé par Folie/Culture et aura lieu en mars, à Québec.



Le chantier SHERPA, sur Charest. PHOTO G. SIMARD

Poèmes pour Pierrette

Par Michaël Lachance

En octobre dernier, paraissait chez Moulte éditions, dans la collection « Critures », *Poèmes pour Pierrette*, un recueil de poésie signé Alain Larose. 54 pages condensées. L'écrivain a une feuille de route des plus échevelées et on ne peut plus inhérente à celle de poète. Œuvrant dans le domaine littéraire comme libraire et auteur, on le croise dans une librairie de Québec ou à un café de Chicoutimi. Son inspiration valse entre les poètes maudits et les romanciers trash. Mais tout cela est étiquettes ! Alain Larose travaille un réalisme sans gants. Il ignore les méthodes prophylactiques : « le poète à vingt ans / le poète à vingt ans / d'underground dans le cul. »

Alain Larose sauce son ennui acéré dans une encre douce-amère. Cousin d'un Patrice Desbiens pour la fissure et en alliance avec le Bukowski coup de poing, il : « pousse son recueil / de la Basse-Ville jusque chez lui / dans un charriot d'épicerie / et aussi dans une indifférence / particulièrement générale ». En cette ère bruyante où le « m'as-tu-vu » est socialement valorisé, le poète originaire de Lévis préfère de loin l'invisible au superfétatoire.

Laconique, lapidaire, bref, poète actuel, l'écrivain cisaille le vers au couteau. Tantôt il préfère le haïku, plus loin le sonnet débridé. La liberté prime sur le jeu littéraire. La force de ce recueil, c'est l'absence totale d'une mécanique scolaire qui oblige le lecteur à une lecture apprise : « Sur le Quai de l'aéroport / un homme brandit une pancarte / blanche et sans nom. »

On ne lit pas Alain Larose, on fouille les vers comme on regarde une image. L'auteur n'écrit pas, il peint. Le recueil est par ailleurs truffé de références drôles et anodines à l'image, comme dans ce poème aux deux quatrains évocateurs et beaux, nommé sans complaisance, Nature morte morte : « Ils ont / arrêté / Cézanne / à l'épicerie du coin / Cézanne / arrachait les codes / dans le rayon des fruits / en pleurant. »

Lire Alain Larose, c'est accepter volontairement d'oublier le livre aux toilettes ou sur une table de chevet. C'est lire et relire en octobre ou en décembre. C'est découvrir et redécouvrir se-

lon l'humeur. De même, c'est un livre à laisser trainer sur une tablette de cuisine. D'ailleurs, il faut souligner le travail magnifique de Stéphanie Towner pour la conception graphique. La pochette est un bijou de créativité. L'emballage comme le contenu obligent les yeux à fouiller le bel exercice d'édition. Par ailleurs, si on avait à ranger ou classer *Poèmes pour Pierrette*, il faudrait presque le situer quelque part à mi-chemin entre Jehane Benoit et Alain Grandbois !

CRITURES émergentes

Alain Larose a publié, à l'automne 2009, *Harikots*, un premier recueil chez Moulte éditions tout aussi percutant et charmant. Ce livre ouvrait le bal dans la collection « Critures ». Cette collection est un projet né de l'ambition d'un libraire, poète et journaliste indépendant de Québec, Christian Girard. En esthète et passionné par la chose littéraire, il tend vers une publication d'auteurs undergrounds ou émergents. Le directeur de la collection n'entend pas suivre une ligne éditoriale toute tracée. Au contraire, c'est le foisonnement d'écrivains/poètes de Québec aux tendances diverses qui semble l'inspirer.

La poésie étant l'enfant pauvre que l'on sait, il envisage, bien que modestement, une publication au gré des coups de cœur et des moyens dès lors possibles. L'intérêt de Christian Girard pour une marge sans définition n'est pas sans rappeler celui de l'essayiste et historien de l'art français, Nicolas Bourriaud. Agissant à titre de commissaire pour une exposition sur l'émergence artistique française, il écrivait, en 2005 : « Notre principe de départ était de réunir des tendances éparses, qui coexistent à l'état gazeux, et de les rendre plus visibles. »

Les livres publiés chez Moulte éditions et, plus particulièrement ceux de la collection « Critures », sont disponibles à la Librairie Pantoute. Dans la même collection, on peut lire *Scrapitude* (2011) de Christian Girard et *Gens de chez nous* (2012), de Bref et Ferraille.

Alain Larose, *Poèmes pour Pierrette*,

Moulte éditions, collection. « CRITURES ». 54 p. 2012, Québec.

biblioterre

Les Amis de la Terre de Québec | www.atquebec.org

Les limites de la croissance

En 1972, quatre jeunes scientifiques du MIT rédigent à la demande du Club de Rome un rapport intitulé *The Limits to Growth*. Celui-ci va choquer le monde et demeure aujourd'hui l'une des plus puissantes critiques du consensus sur la sacro-sainte croissance. Devenu rapidement best-seller international, il est traduit sous le titre *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites à la croissance*. Sa parution est reconnue comme l'un des moments clés dans l'histoire du mouvement écologiste.

Dennis Meadows, en entrevue au journal *Libération* disait : « C'est fini, la croissance économique va fatalement s'arrêter, elle s'est déjà arrêtée d'ailleurs. Tant que nous poursuivrons un objectif de croissance économique « perpétuelle », nous pouvons être aussi optimistes que nous le voulons sur le stock initial de ressources et la vitesse du progrès technique, le système finira par s'effondrer sur lui-même au cours du XXI^e siècle. Par effondrement, il faut entendre une chute combinée et rapide de la population, des ressources, et de la production alimentaire et industrielle par tête. Nous sommes dans une période de stagnation et nous ne reviendrons jamais aux heures de gloire de la croissance. »

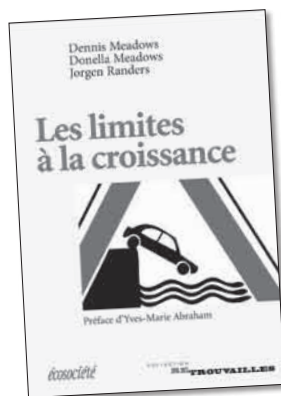
Théorie et pratique de la conscientisation au Québec

Les situations d'injustices, d'indignation, d'oppressions multiples et de reculs démocratiques sont à l'ordre du jour et rendent plus que jamais pertinente la conscientisation pour développer une vision critique de l'oppression. Comment cette approche, qui vise le changement social, s'actualise-t-elle en ce début du XXI^e siècle ?

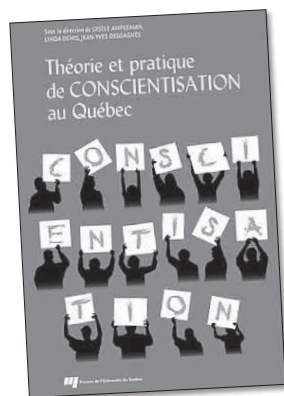
Dans la foulée des deux tomes de *Pratiques de conscientisation*, publiés en 1983 et en 1987 par le Collectif québécois de la conscientisation, ainsi que des treize Cahiers de la conscientisation s'échelonnant de 1994 à 2000, *Théorie et pratique de conscientisation au Québec* vise à actualiser les fondements de la conscientisation et à partager les nouvelles expériences et les avancées en ce domaine.

Il traite des dimensions structurelle et culturelle de l'oppression, puis présente une série d'expériences de conscientisation, que ce soit auprès de femmes autochtones ou de personnes assistées sociales dans des milieux communautaires ou politiques, par l'entremise de pratiques de formation traditionnelles ou originales, comme le théâtre d'intervention. Il expose de même un processus d'autoformation.

Ce livre s'adresse aux femmes et aux hommes engagés socialement : aux intervenantes et intervenants, éducateurs et étudiants qui se questionnent sur leur pratique et veulent travailler à promouvoir des rapports égalitaires. Tous et chacune y trouveront des pistes de réflexion et d'action stimulantes.



Dennis Meadows, Donella Meadows et Jorgen Randers
Les limites à la croissance (dans un monde fini)
Écosociété
Année : 2013
411 pages



Gisèle Ampleman, Linda Denis et Jean-Yves Desgagnés
Théorie et pratique de conscientisation au Québec
Presses de l'Université du Québec
Année : 2012
314 pages

Renauderie

Le cinéplex

Par Renaud Pilote

Je sais bien qu'il est maintenant désaffecté, ce cinéplex près de chez moi, je sais que c'est de l'histoire ancienne, qu'il me faudrait changer de bobine, que tous les films que je veux voir sont désormais en ligne et même gratuits ; je sais aussi qu'il y en a plusieurs autres, des cinéplex, et qu'avec un peu de volonté, je pourrais longer la couronne nord avec mon char pour assister à la projection de ce blockbuster de l'heure tellement bien assis sur un siège spacieux avec porte-gobelet et voilà après on rentre à la maison. Je sais tout ça. Puis je me dis que c'est en partie de ma faute, que mon libre-arbitre a souvent penché pour ne pas aller voir ces comédies américaines incluant Adam Sandler et/ou Ashton Kutcher, et que peut-être mon ticket d'entrée aurait sauvé les meubles (3-4 machines à boules) au bout du compte et mal m'en aura pris : ça, je ne pourrai jamais le savoir.

Mais bon au moins il ne me donne pas trop de cauchemars, ce cinéplex fantôme du tout aussi fantôme quartier chinois. C'est bien dommage, c'est tout. Ça n'a pas changé ma vie ni bouleversé mes habitudes de grand oisif : j'y serais allé quelques fois depuis lors, sans plus, bien qu'à tout prendre j'aime mieux les courts-métrages indépendants présentés dans les salles paroissiales, c'est souvent meilleur et les toilettes sont tenues propres au moins. De ce cinéplex, pas le choix, il faut en faire le deuil et c'est la triste vérité car nous sommes loin du temps de Cinéma Paradiso : le projectionniste ne fut pas un mentor et les salles étaient devenues plus vides que pleines les dimanche après-midi. En fait, le moment où « l'on aura tout vu » est peut-être derrière nous depuis longtemps, c'est l'impression qui m'est venu alors que je me demandais pourquoi je ne ressentais aucun vide à la place qu'occupait ce cinéplex dans mon for intérieur, mais plutôt le lourd cafard d'une interminable bande-annonce.

Je sais, la finalité de ce bavardage est floue et ça ne me ressemble pas de parler comme un Woody Allen en pleine forme dans la file d'attente un soir de grande première. Plusieurs bouts de phrases mériteraient sans doute d'être coupés au montage. Vous m'aborderiez dans la rue et c'est une incohérence d'un tout autre genre qui vous répondrait, moins loquace, plus hébétée et surtout n'ayant rien à dire de précis sur ce cinéplex devenu aujourd'hui parc de stationnement. Vous ne verriez pas devant vous cet être cinécomplexé qui vous expose ici ses vues sur les vues : le cinéphile en vous s'en retournerait déçu comme l'amateur de pop-corn s'éloignant de la caisse enregistreuse. C'est que vous ne pourriez pas deviner que celui qui vous parle n'est que la doublure stérile d'un chroniqueur décontenancé devant les mauvaises cascades de l'industrie du divertissement cinématographique.

5 FÉVRIER

La gauche politique, quels rôles et stratégies pour le changement social?

Conférence, discussion. À 19h à la Coopérative de solidarité l'AgitéE 251, Dorchester.

DÈS LE 7 FÉVRIER

Série vidéo sur le quartier Saint-Sauveur

« Vivre Saint-Sauveur » est une série vidéo en ligne jetant un regard humain et affectueux sur le quartier Saint-Sauveur. Produite par le Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur, la série a pris forme dans l'œil de la caméra du cinéaste Stéphane Lahoud. À travers six courts portraits vidéos, nous découvrons des gens de Saint-Sauveur, d'âges et d'horizons divers. Question de s'amuser un brin, les internautes pourront s'improviser détectives et tenter d'identifier le « documenteur » qui s'est faufilé dans la série. Parmi les six portraits vidéo se trouve un personnage fictif.

Saurez-vous le démasquer ? cccqss // Vivre Saint-Sauveur : série vidéo en ligne

8 FÉVRIER

Les Vendredis de poésie du TAP

Comme le veut la coutume aux Vendredis de poésie du TAP (VdP), la scène libre suivra la première partie avec des poètes invités : Jean-Paul Daoust (Mtl), Richard Fournier et Anne Peyrouse. À 20 h 30, au Tam Tam café, 421, boul. Langelier – à l'angle du boul. Charest est. Entrée libre.

12 FÉVRIER

Journée d'éducation populaire

Le BAIL invite les locataires à participer à un des trois ateliers animés durant la journée. À 10h, dans les locaux du BAIL (570, rue du Roi) À 14h, dans les locaux du Centre Multiservices Le Complice (6530, 3e Avenue Est) À 19h, à la salle SS-210A du Centre Lucien-Borne (100, chemin Sainte-Foy). Pour infos et inscription : 418-523-6177é

15 FÉVRIER

Couronnement de la reine du Off carnaval

5 à 7 au Cercle, 228, rue Saint-Joseph Est

17 ET 18 FÉVRIER

Antitube présente Écrans de veille

Le diffuseur d'événements cinéma et vidéo à Québec présente six courts films muets expérimentaux qui interrogent chacun à leur manière le regard du spectateur face aux images en mouvement : images documentaires (Foster et Lipman), images picturales (Berry et Kennedy), miroitements d'images (Gehman et Price). Les films, présentés en boucle sur des écrans face à la rue De Saint-Vallier se livrent librement au passant, à la faveur du hasard. De 19h à 22h.

19 FÉVRIER

La droite de la droite: l'extrême-droite

Événement d'échanges, de discussions et de débats à 19h à la Coopérative de solidarité l'AgitéE 251, Dorchester

18 FÉVRIER

Projection du film: Water Makes Money

Les puissants groupes Veolia et Suez se sont vus déléguer à 80 %, la gestion de l'approvisionnement en eau en France. Résultat : le consommateur se retrouve soumis à des intérêts privés, qui ne concernent ni sa santé ni l'avenir de la planète. Le film démontre comment les grandes compagnies ont impunément haussé le tarif de l'eau potable, sans réinvestir une partie des profits dans l'entretien ou l'assainissement des infrastructures. À 18h30: Bibliothèque Gabrielle-Roy Salle polyvalente, 3e étage. Gratuit. Autres projections: 19 février à 14h, 20 février à 18h30 et 21 février à 14h.

20 FÉVRIER

Sur la sécurité et l'affirmation de soi

Atelier conférence pour les femmes de 55 ans et plus. Cette activité est organisée par Violence Info en partenariat avec le CRAN des femmes. Animée par Céline

Godbout, instructrice en auto-défense. Contribution volontaire. Inscription obligatoire : 418.667.8770. L'atelier a lieu au 177, 71e rue Est, Québec.

25 FÉVRIER

Temps de rupture? Le printemps érable en perspective

Du mouvement des Indignés à la mobilisation étudiante, en passant par les casserolades, de quelle transformation cette mouvance sociale plurielle est-elle porteuse? Le Centre Justice et foi, en collaboration avec les AmiEs de la Terre de Québec, vous présentent cette soirée avec Catherine Dorion, Dominique Boisvert, André Beauchamp. À 19h au 870, ave. Salaberry, Salle Michel Jurdant (322) Contribution volontaire.

27 FÉVRIER

Le Cercle littéraire Gabriel-Garcia-Màrquez : Léon-Gontran Damas, d'une rive à l'autre.

Conférence de Katell Colin en hommage au poète guyanais Léon-Gontran Damas, dont on

a célébré en 2012 le centenaire de la naissance. Par Katell Colin, titulaire d'un doctorat de l'Université Laval. À la salle « Gérard-Martin », 2e étage, Bibliothèque Gabrielle-Roy, 350, rue Saint-Joseph Est, Québec, à 19 heures. Tirage, à chaque rencontre, d'ouvrages gracieusement offerts par Les Écrits des Forges ainsi que ceux offerts par nos invités.

3 MARS

Fête des semences

L'agriculture urbaine, plus qu'un loisir! Venez explorer les façons de faire pousser vos aliments en ville et préparer votre saison de jardinage. Au programme : exposants, conférences, démonstrations, ateliers pour enfants, échanges de semences, etc. Organisée par le Réseau de l'agriculture urbaine à Québec (RAUQ), l'entrée est gratuite. Pour plus d'info: www.agriculteururbaine.net. De 10h à 16h30 au Pavillon Alphonse-Desjardins de l'Université Laval. Contribution volontaire.



PLACEMENT À RENDEMENT SOCIAL

Le choix de Laure Waridel

Sûr et garanti, l'argent investi permet de financer des coopératives, des organismes à but non lucratif (OBNL) et des entreprises privées socialement engagées partout au Québec:

- Communauto
- Société de développement Angus
- Maison du développement durable
- L'Annexe à Roland
- École de cirque de Québec
- Les Grands Rangs
- Les coopératives du Nunavik

REÉR 2012 2013

La passion des autres

Desjardins
Caisse d'économie solidaire

Québec 418 647-1527
Montréal 514 598-2122
Lanaudière 450 753-7055

www.placement.coop